



**Commune d'Hendaye
(Pyrénées-Atlantiques)**

ARRÊTÉ D'AUTORISATION DE TRAVAUX DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	Référence dossier
Demande déposée le 12/02/2025	N° AT06426025B0006
<p>Par : ASSISTANCE PUBLIQUE - HÔPITAUX DE PARIS - HÔPITAL MARIN DE HENDAYE ASSISTANCE PUBLIQUE - HÔPITAUX DE PARIS - HÔPITAL MARIN DE HENDAYE REPRÉSENTÉ PAR MME BART DELPHINE Demeurant à : 1 ROUTE DE LA CORNICHE 64700 HENDAYE Pour : Aménagement d'un ERP - Réhabilitation du bâtiment accueil, admission, direction</p> <p>Sur un terrain sis : 1 ROUTE DE LA CORNICHE Parcelle(s) : AS n°0007</p>	<p>Destination : Equipement d'intérêt collectif et services publics</p>

LE MAIRE D'HENDAYE,

Vu la demande d'Autorisation de Travaux susvisée,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L 111-7 à L111-7-4 et les articles L 111-8 à L 111-8-3 -1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R 123-1 à 55 relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public,

Vu les prescriptions fixées par le livre 1er du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié et par l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions complétant le règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu le décret 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des établissements recevant du public et installations ouvertes au public ,

Vu le décret 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur modifiant le code de la construction et installations ouvertes au public,

Vu l'arrêté du 1er août 2006 modifié par arrêté du 30 novembre 2007 fixant les dispositions techniques prises pour l'application des articles R 111-19 à R 111-19-3 et R 111-19-6 du Code de la Construction et de l'Habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création,

Vu l'arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions techniques prises pour l'application des articles R 111-19-8 et R 111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation sur l'existant,

Vu l'arrêté du 9 mai 2007 concernant les établissements recevant du public de la 5ème catégorie créés par changement de destination pour accueillir les professions libérales,
Vu le décret 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

Vu l'arrêté du 11 septembre 2007 précisant le contenu des dossiers de travaux,

Vu la demande formulée par l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris- Hôpital Marin d'Hendaye, représentée par Mme Delphine BART enregistrée sous le n° AT 06426025B0006 déposée le 12/02/2025 pour la réhabilitation du bâtiment accueil, admission, direction.

Vu l'avis favorable de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'Incendie et de panique dans les établissements recevant du public en date du 20 février 2025,

Vu l'avis favorable de la Sous-Commission Départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements recevant du public en date 13 mars 2025,

ARRÊTE

Article 1 : L'Autorisation de Travaux susvisée est **AUTORISÉE**, sous réserve du respect des prescriptions suivantes.

Article 2 : Les prescriptions émises par la sous-commission Départementale pour la Sécurité contre les Risques d'Incendie et de Panique dans les E.R.P. et les I.G.H. en date du 20/02/2025, jointes au présent arrêté, et par la Sous-commission Départementale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées en date du 13/03/2025, jointes au présent arrêté devront être strictement respectées.

- L'accueil de cet établissement remplissant une mission de service public devra être équipé d'une boucle d'induction magnétique.

Article 3: Une attestation d'accessibilité devra être envoyée au service de la préfecture (DDTM - 19 rue de l'Adour - 64600 ANGLET) ainsi qu'en mairie dans les 2 mois qui suivent l'achèvement des travaux et actions de mise en accessibilité (art. D. 111-19-46 CCH)

Article 4 : La présente autorisation est délivrée sous couvert du respect des droits des tiers. Elle ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux dispositions de textes réglementaires en vigueur dans d'autres domaines, notamment le Code de l'Urbanisme, le Règlement Sanitaire Départemental, l'occupation du domaine public...

Article 5: La présente autorisation délivrée au nom de l'État, pour ce qui concerne l'accessibilité, sera affichée en mairie selon les voies habituelles et transmise en copie à Monsieur le Préfet des Landes et à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer.



Commune d'Hendaye, le 09/04/2025

Maire Adjointe en charge de l'Urbanisme, des Travaux,
des Aménagements urbains, des Zones d'activités et
des Nouvelles Mobilités,

Chantal KEHRIG-COTTENÇON

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

- **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le Tribunal Administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Outre l'envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal, il est possible de saisir le Tribunal Administratif de Pau par le site www.telerecours.fr.

